



PROJET DE MARCHÉ N°PAO-B25-04248

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019
représenté par Fabien CLERMIDY, agissant en qualité de Chef de Département du DSYS au CEA-Leti,
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____
sous le numéro R.C.S _____,
représentée par Madame/ Monsieur _____, agissant en qualité
de _____,

Ou

Le groupement conjoint/solidaire constitué des sociétés suivantes :

La société _____, mandataire solidaire
du Groupement,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____
sous le numéro R.C.S _____,
représentée par _____,
agissant en qualité de _____,

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____
sous le numéro R.C.S _____,
représentée par _____,

agissant en qualité de _____,

La société _____ mandataire solidaire
du Groupement,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____,
sous le numéro R.C.S _____,
représentée par _____,
agissant en qualité de _____,

[A compléter par le soumissionnaire]

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	4
ARTICLE 4 - DUREE-DELA	5
ARTICLE 5 - ETENDUE DE LA MISSION	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 9 - LIVRABLES	10
ARTICLE 10 - DROITS DE PROPRIETE	11
ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 12 - ASSURANCES	11
ARTICLE 13 - MONTANT	12
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 15 - PENALITES	12
ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT	13
ARTICLE 17 - REGIME FISCAL	14
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	14
ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	14
ARTICLE 20 - CONCLUSION DU MARCHE	15

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation **d'une mission de conception et réalisation du contrôle thermique passif des bancs optiques NanoMagSat**, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les prescriptions techniques et leurs annexes (cahier des charges référencé NMS-CEA-CDC-018 en date du 15/10/2025 , plans, etc.),
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED] à titre supplétif.

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 - Les annexes ci-après font partie intégrante du marché :

- Annexe n°1 : Demande d'acceptation d'un sous-traitant ;
- Annexe n°2 : Détail des prix

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

- M. Jean-Michel LEGER – Responsable Programme - LETI/DSYS/DIR
 - Email : jean-michel.leger@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

- M. Kévin Di Caro - Service des Marchés et Achats
Email : kevin.dicaro@cea.fr
- Mme Isabelle Borel - Service des Marchés et Achats
Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

- Comptabilité fournisseur :
Tél : 01 69 08 47 50
Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr
RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Le Titulaire désigne un Responsable de la mission, seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations :

- M/Mme : [REDACTED]
- Qualité au sein de l'entreprise : [REDACTED]
- Tél. : [REDACTED]
- Email : [REDACTED]

[A compléter par le soumissionnaire]

Ce Responsable, interlocuteur du CEA, a pour rôle :

- De piloter l'équipe en charge de la mission et d'assurer le suivi tout au long du
- Marché ;
- De faire respecter les consignes de sécurité ;
- D'assurer les relations avec le CEA.

Dans l'hypothèse où le responsable désigné par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins un mois à l'avance. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. En ce sens, le Titulaire doit faire connaître le nom et les qualifications de son remplaçant un mois à l'avance, en transmettant par mail son curriculum vitae. Le remplacement est soumis à la validation du CEA.

Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

ARTICLE 4 - DUREE-DELA

Les délais de réalisation de chacune des phases sont indiqués à l'article 6 du cahier des charges (T0 étant la date de notification actant du démarrage du projet).

Phases	Livrable	Délai maximum impératif	Engagement (A remplir par le candidat)
Phase 1 : Conception préliminaire du modèle de test	Dossier de conception préliminaire	T ₀ + 1 mois	...
Phase 2 : Fabrication et intégration du modèle de test	Modèle EQM intégré	T ₀ + 4,5 mois
Conception détaillée -si modifications suite à l'intégration EQM-	Dossier de conception détaillée	T ₀ + 5,5 mois

Phase 3 : Approvisionnements pour la réalisation de quatre modèles	Certificat de réception des approvisionnements	T ₁ + 2,5 mois
Phase 4 : Fabrication et intégration des trois modèles de vol	Modèles FM1, FM2 & FM3 intégrés + documentation suivante : DML/DPL/DMPL, CC matière, RCI, bilan de masse	FM1 : T ₁ + 4 mois FM2 : T ₁ + 5 mois FM3 : T ₁ + 6 mois

ARTICLE 5 - ETENDUE DE LA MISSION

Les Prestations sont précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché.

Elles comprennent des prestations de base et des prestations sur bordereau de prix comme indiqué ci-après.

5.1 - Prestations du marché

Les Prestations dues au titre du présent marché comprennent les prestations suivantes organisées par phases :

- Phase 1 : Conception du contrôle thermique passif
- Phase 2 : Réalisation d'un modèle de test destiné à l'intégration sur EQM (Engineering Qualification Model)
- Phase 3 : Approvisionnement des éléments pour réalisation de quatre modèles
- Phase 4 : Réalisation et intégration des trois modèles de vol

Les livrables sont décrits à l'article 6 du cahier des charges.

5.2 - Obligation générale

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 - Intervention sur site du CEA pour la phase 2

A l'issue de la phase 1, le titulaire viendra ensuite intégrer le modèle de test conçu, soit dans les locaux du CEA-Leti à Grenoble, soit chez le fabricant du banc optique (Comet Aerospace à Valence, Espagne), soit chez le maître d'œuvre satellite (Open Cosmos à Harwell, Royaume Uni). Cette information lui sera communiquée un mois à l'avance. Dans le cas d'une intégration en Espagne ou au Royaume uni, les frais de déplacement supplémentaires seront dus au titulaire.

6.2 - Mise à disposition de documents, de fichiers ou programmes informatiques

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables), des documents.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ou documents ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes ou documents.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes ou documents au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

La restitution des fichiers ou programmes ou documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA

6.3 - Restitution des éléments remis par le CEA

Les éléments (documents, prototypes et/ou tout autre bien) remis au Titulaire par le CEA dans le cadre du présent marché doivent être restitués au CEA sous la forme dans laquelle ils lui ont été remis (papier ou informatique) à l'échéance du présent marché ou, en cas de dénonciation du marché par l'une ou l'autre des parties, à la date de la prise d'effet de cette dénonciation. Ils restent la propriété du CEA. Ils sont exclusivement réservés à l'usage du présent marché. Ils ne peuvent être ni reproduits, ni utilisés à d'autres fins sans l'autorisation expresse préalable et écrite du CEA. La restitution de ces éléments est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

6.4 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre en région et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

7.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

7.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

8.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

8.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

8.3 - Garantie de maintien de compétence

Le Titulaire désigne, dans le cadre de son offre, et pour la réalisation des prestations un ou des profils identifié(s) disposant des compétences techniques et fonctionnelles nécessaires à l'exécution de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Lorsqu'il est prévu dans l'offre que tout ou partie des prestations doit être exécutée par un profil ou des profils identifiés et qu'un de ces profils n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire s'engage à avertir le CEA de ce changement sans délai et au moins deux mois pour le Responsable et un mois pour tout autre profil, avant la date d'exécution de ce changement.

Le ou les changement(s) sont notifiés par courriel aux correspondants techniques et commerciaux du CEA.

Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience équivalents. Le Titulaire soumet pour accord au CEA, dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date du courriel de notification du changement, le curriculum vitae et/ou un dossier qui démontre la compétence et la qualification de ce remplaçant.

Les informations, avis, propositions et décisions du CEA sont notifiés par courriel. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de refus successifs de l'acceptation d'un remplaçant par le CEA, le marché peut être résilié pour faute.

Pour tout remplacement du responsable technique du site identifié à l'article 3.5, une période de recouvrement, d'une durée minimale de quinze jours doit impérativement être réalisée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

8.4 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service des Marchés et Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

8.5 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

8.6 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Les réunions obligatoires sont indiquées à l'article 7 du cahier des charges. Le Titulaire s'engage sur le nombre de réunion proposé dans son offre.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 9 - LIVRABLES

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des livrables tels qu'exigés à l'article 6 du cahier des charges. La remise des livrables est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

9.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme d'un exemplaire numérique.

9.2 - Approbation des livrables

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des documents.

La prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent marché.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur et à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 10 - DROITS DE PROPRIETE

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Tous les Livrables (sur supports papier et informatiques) élaborés pour le compte du CEA par le Titulaire en exécution du présent marché (tableaux, synthèses, études, rapports, notes, plans, comptes rendus...) et d'une manière générale, les Résultats, sont la propriété exclusive du CEA à compter de leur élaboration.

A cet effet, le Titulaire cède à titre exclusif au CEA, l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et, le cas échéant de producteur de base de données, afférents à l'ensemble des Résultats et ce, au fur et à mesure de leur conception, pour tous pays et pour la durée légale des droits de propriété intellectuelle y afférents, dans les conditions précisées au chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire garantit au CEA qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire garantit en particulier le CEA contre toutes conséquences dommageables résultant de toute revendication ou réclamation de tiers en lien avec les Résultats dans les conditions précisées à l'article 12.5 du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS

Chaque phase fait l'objet d'une procédure de vérification et de Réception par le CEA au terme de ladite phase, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserve par le CEA.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

S'agissant de la phase 3 d'approvisionnement pour la réalisation de quatre modèles, le livrable est constitué du certificat de réception chez le prestataire de cet approvisionnement.

S'agissant de la phase 4, la réception est prononcée après livraison complète des trois modèles de vol et à la fin des opérations de mise en service, sous réserve de sa conformité aux exigences spécifiées dans le cahier des charges et conformément aux dispositions du chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Cette Réception fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le transfert de propriété des modèles de vol a lieu à la date de la signature du procès-verbal de Réception.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 13 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

Le montant du marché est fixé à la somme forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) et se décompose comme suit :

- Phase n°1 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)
- Phase n°2 (avec installation au CEA-Leti) : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)
- Phase n°3 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)
- Phase n°4 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)

Le montant total est fixé à la somme forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes).

Les montants relatifs aux frais de déplacement sont fixés en annexe 2.

ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes sur la durée du marché.

ARTICLE 15 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

15.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de un pour mille du montant HT du marché par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

15.2 - Livrables non conformes

En cas de livrables ne correspondant pas aux exigences de contenu et de qualité fixées, et suite à des demandes de correction/ajustements n'ayant pas permis d'atteindre satisfaction, le Titulaire encours une pénalité forfaitaire de 150 (cent cinquante) euro par livrable.

Les pénalités applicables du présent article sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

15.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 15.1 à 15.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 500 (cinq cent) euros par jour calendaire de retard.

15.4 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent marché de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT

16.1 - Conditions de facturation

La facturation est établie comme suit :

- 100% du montant TTC de chaque phase à la validation du livrable concerné.

Il est précisé que chaque facture doit reprendre le terme de paiement antérieur déjà facturé par le Titulaire.

16.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique

précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 17 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 20 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

Annexe 1 – Déclaration de sous-traitance (jointe)

Annexe 2 – Détail des prix (tableau de prix à insérer en finalisation)